

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 23 au 29 avril 2024

## Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine.....</b>	<b>2</b>
<b>Fait marquant : Les exportations de services enregistrent un rythme de croissance très soutenu. .....</b>	<b>2</b>
<b>En bref .....</b>	<b>2</b>
<b>Actualités macroéconomiques .....</b>	<b>3</b>
CONJONCTURE .....	3
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	3
POLITIQUE MONETAIRE.....	3
<b>Actualités commerce &amp; investissement .....</b>	<b>4</b>
COMMERCE.....	4
ATTRACTIVITE ET INVESTISSEMENT .....	4
SANCTIONS.....	5
<b>Actualités financières.....</b>	<b>5</b>
REGLEMENTATION FINANCIERE .....	5

## Le chiffre de la semaine

Les ventes immobilières ont augmenté pour le septième mois consécutif en avril (+12% en volume), selon les données de la plateforme [Zoopla](#). Ceci traduit un rebond du marché du fait de la baisse des taux hypothécaires, d'un regain de confiance des consommateurs et d'une hausse de l'offre sur le marché. En parallèle, les approbations de prêts hypothécaires atteignent leur plus haut niveau depuis un an et demi.

LE CHIFFRE À RETENIR

+12%

## Fait marquant : Les exportations de services enregistrent un rythme de croissance très soutenu.

De récentes données publiées par l'Institut national des statistiques ([ONS](#)) révèlent le poids croissant des services dans le commerce extérieur britannique depuis 2015.

Alors que les exportations de biens ont connu une croissance de +7% en termes réels entre 2015 et 2023, les exportations de services ont bondi de +63%, atteignant 412Mds£ et près de 16% du PIB britannique en 2023. Le Royaume-Uni dispose en effet d'un [avantage](#) comparatif en la matière, qui en fait le second exportateur mondial derrière les États-Unis. En dépit de cette tendance générale, les exportations de services financiers enregistrent un léger recul sur l'année 2023 (-7,5%).

## En bref

L'association britannique des investisseurs exprime son [soutien](#) au secteur de la défense, rappelant l'engagement de ces membres à hauteur de 35Md£ dans le domaine.

Le gouvernement a publié le texte du partenariat bilatéral renforcé ([ETIP](#)) pour le commerce et l'investissement avec le Nigéria, signé en février 2024.

Le comité spécialisé pour la mise en œuvre du Cadre de Windsor s'est réuni le [25](#) avril.

Le secrétaire d'État au commerce, [Greg Hands](#), a participé à une table ronde sur la mobilité bilatérale avec la Suisse.

# Actualités macroéconomiques

## Conjoncture

L'indice PMI [atteint](#) 54,0 au mois d'avril (après 52,8 en mars), témoignant d'une **amélioration de l'activité**. Pour le sixième mois consécutif, l'activité du secteur privé britannique connaîtrait une expansion selon les directeurs d'achat, au-delà du consensus (52,6). Cette hausse mensuelle de l'indice est la plus importante enregistrée depuis mai 2023. En avril, la reprise solide du secteur des services a contrebalancé un déclin marginal du secteur manufacturier. En effet, l'indice PMI Services a atteint 54,9 (après 53,1 en mars), reflétant un accroissement des dépenses privées vers les services, soutenue par une amélioration des conditions économiques. A l'inverse, l'indice PMI manufacturier est redescendu à 48,7 (après 50,3 en mars), témoignant d'une baisse de la production liée à la hausse des coûts de production. Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 traduit une contraction.

L'indice de confiance des consommateurs de GfK [s'établit](#) à -19 au mois d'avril (après -21 en mars), traduisant un **recul du pessimisme des consommateurs**. Le sous-indice de confiance lié aux finances personnelles des sondés est en hausse. Aussi, la perception des douze derniers mois de la situation économique du pays s'est améliorée, et les attentes des consommateurs quant aux perspectives futures sont légèrement plus favorables. L'indice prend en compte la situation financière personnelle des sondés (passée et anticipée), la perception de la situation économique globale par les sondés (passée et anticipée) et le comportement d'achats des sondés. Un indice négatif indique donc, à la fois, un pessimisme et une situation économique dégradée des consommateurs.

## Politique budgétaire

Les chiffres du déficit public de l'[ONS](#) ont été **plus élevés qu'attendu en mars, ainsi que pour l'année fiscale 2023-24**. L'emprunt net du gouvernement britannique a été de 11,9 Md£ en mars 2024. Si ce montant est inférieur à celui de mars 2023 (16,6 Md£), il surpasse le déficit mensuel prévu (10,2 Md£). Pour l'année fiscale 2023-24, le déficit public est estimé à 120,7 Md£, ce qui est également inférieur à l'année précédente (128,3 Md£), mais au-dessus des prévisions (114,1 Md£). Le déficit public atteindrait ainsi 4,4% du PIB (après 5,0% pour 2022-23). Puisque ces chiffres dépassent les prévisions effectuées par l'OBR en mars, la marge de manœuvre pour de futures baisses d'impôts est amoindrie. Enfin, la dette publique est estimée à 98,3% du PIB, soit 2,6pp au-dessus de sa valeur en mars 2023.

## Politique monétaire

L'économiste en chef de la Banque d'Angleterre (BoE), Huw Pill, [indique](#) que les **perspectives de politique monétaire de la BoE n'ont pas changé depuis mars**. Même si l'inflation devrait graduellement s'approcher de la cible de 2% au cours de l'année 2024, le Comité de politique monétaire envisage toujours de maintenir une politique monétaire restrictive. En effet, selon Huw Pill, les risques liés à une baisse prématurée du taux directeur sont plus grands que les risques liés à une baisse tardive, dans un scénario où l'inflation viendrait à diminuer. Enfin, Huw Pill a également fait part de son enthousiasme vis-à-vis des récentes recommandations de Ben Bernanke.

# Actualités commerce & investissement

## Commerce

**Les craintes concernant les modalités de déploiement des contrôles sanitaires sur les importations (BTOM) se multiplient.** Alors que les professionnels et [parlementaires](#) se mobilisent pour obtenir davantage d'informations sur les modalités précises des contrôles mis en œuvre dès le début du mois de mai, certains acteurs s'interrogent sur [l'efficacité](#) du système. Ils pointent les risques sanitaires induits par des [pratiques](#) d'évitement liés à l'éloignement géographique entre le point d'entrée et le point de contrôle des marchandises ainsi que les fréquences de contrôle limitées. Par ailleurs, les [opérateurs portuaires](#) dénoncent les difficultés de facturation de l'utilisation des locaux (*common user charge*) dans la mesure où ils n'ont pas accès au système de centralisé de données des importations.

**Le ministère pour les Entreprises et le Commerce (DBT) a récompensé dix PME exportatrices au titre de son programme « Made in the UK, Sold to the World ».** Parmi les [gagnants](#) du prix destiné à célébrer les performances à l'exportation de PME britanniques se trouvent une brasserie artisanale du Northamptonshire (Warner's Distillery), un producteur de véhicules électrique basé à Glasgow (Munro) ou encore une entreprise spécialisée dans les tests de diagnostic rapide (CIGA Healthcare).

**Le groupe consultatif des experts nationaux sur l'Accord de commerce et de coopération (DAG) a publié son rapport annuel établissant les priorités pour les mois à venir.** Composé d'experts de la société civile, le groupe consultatif est une enceinte de dialogue destinée à faire émerger les priorités et enjeux dans la mise en œuvre de l'Accord de commerce et de coopération. Au titre des enjeux commerciaux et douaniers, le rapport identifie le déploiement du système de contrôles sanitaires par le Royaume-Uni (BTOM), l'application du MACF en Irlande du nord ainsi que la définition des matériaux pour cathodes actives (production de moteurs pour les véhicules électriques) comme les priorités de travail des prochains mois. À plus long terme, le document propose des réflexions sur la reconnaissance mutuelle des contrôles de conformité, ainsi qu'un meilleur accompagnement des entreprises dans le cadre des changements portant sur les règles d'origine. Par ailleurs, le gouvernement a publié les [modalités](#) de candidature pour intégrer le groupe consultatif.

**Des chercheurs mettent en avant l'impact [positif](#) d'un accord vétérinaire avec l'Union européenne (UE) sur les exportations britanniques.** Si le potentiel d'un tel accord pour réduire la pression inflationniste sur les importations alimentaires est régulièrement avancé, les [chercheurs](#) des universités d'Aston et de Bristol s'intéressent aux bénéfices pour les exportations britanniques. Selon eux, les exportations agroalimentaires pourraient augmenter de 22% en conséquence d'un tel texte ; lequel est envisagé dans les travaux comme un accord de reconnaissance mutuelle des normes.

## Attractivité et investissement

**Le gouvernement britannique a révélé les partenaires principaux du salon GREAT FUTURES qui se tiendra à Riyadh en mai 2024.** Comptant sur la participation d'entreprises fleurons (comme HSBC et British Airways) ainsi que la présence de membres du gouvernement, ce salon est destiné à [promouvoir](#) l'expertise et le savoir-faire britanniques dans les secteurs clés de la stratégie économique de l'Arabie Saoudite « Vision 2030 » tels que le tourisme, l'éducation, les technologies « propres »

ou encore la mode, et [renforcer](#) les coopérations bilatérales. Il s'inscrit plus largement dans le programme de promotion de l'attractivité britannique « GREAT ».

**Le gouvernement a amendé les conditions imposées dans le cadre du rachat d'une société de télécommunications au titre du mécanisme de contrôle des investissements (NSIA, 2021).** L'unité de contrôle des investissements ([ISU](#)) a modifié le champ de contrôle de la société *Truphone Limited*, en précisant notamment la définition de ses filiales et des actifs contrôlés. L'acquisition de cette dernière par la société *TP Global Operations Limited* avait fait l'objet de conditions (audit de sécurité par un cabinet indépendant, nomination d'un responsable de la sécurité par l'administration notamment) au regard de considérations de sécurité nationale en décembre 2022.

## Sanctions

**Le gouvernement britannique a inscrit six nouvelles entités sur la liste des désignations en vertu du régime de sanctions à l'encontre de l'Iran.** Ces [désignations](#) concernent deux individus et quatre entreprises impliquées dans la production et la mise en opération de drones utilisés dans l'attaque du 13 avril. De plus, le Royaume-Uni a [communiqué](#) sa volonté d'étendre les sanctions commerciales afin d'interdire les exportations de composants industriels nécessaires à la production de drones et de missiles vers l'Iran.

## Actualités financières

### Réglementation financière

**La Banque d'Angleterre (BoE) [ordonne](#) aux banques d'opérer des stress tests sur leur exposition au *private equity*.** Dans une lettre adressée aux responsables des risques des banques, l'autorité de contrôle prudentielle (PRA) leur demande d'identifier et de mesurer les risques liés aux fonds de *private equity*. Les banques prêtent aux entreprises détenues par ces fonds et parfois aux fonds eux-mêmes. De ce fait, l'autorité s'inquiète de l'importante croissance du secteur et de ses menaces pour la stabilité financière. Ces dernières seront détaillées dans un document qui sera publié par la PRA en juin.

**Les interrogations autour la restructuration de la dette de Thames Water font [craindre](#) de potentielles répercussions sur l'accès du Royaume-Uni au marché obligataire souverain.** D'après The Guardian, les administrations financières britanniques dont le Trésor s'inquiètent des risques posés sur la dette britannique par les incertitudes liées à la recapitalisation de l'entreprise en difficulté. Selon les personnes interrogées, si la nationalisation de Thames Water n'intervenait pas rapidement, ce qui provoquerait sa faillite, la perte de confiance des investisseurs pourrait se propager aux marchés obligataires et augmenter les coûts de financement, déjà élevés, du gouvernement britannique.

**Le Royaume-Uni [émet](#) une obligation d'une maturité de 30 ans à un prix au plus bas depuis 2005 (rendement élevé).** La mise sur le marché de 6,7Md£ d'obligations souveraines d'une maturité de 30 ans a coïncidé avec un recul des prix sur le marché, établissant leur rendement à l'émission à 4,7818%, ce qui est un record depuis 2005 (année de lancement des ventes syndiquées d'obligations souveraines britanniques).

Il s'agit de la première des quatre ventes syndiquées prévues au cours de l'année, visant à lever 22Md£ (dont 13,5Mds de dette long terme). Dans le même temps, l'agence de gestion de la dette britannique a révisé à la hausse ses objectifs d'émission de dette sur l'année 2024 à 277,7Mds£.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)